



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

transports maritimes

Question écrite n° 125738

## Texte de la question

M. Jean-Jacques Candelier interroge M. le ministre auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé des transports, sur l'avenir de l'entreprise SeaFrance. SeaFrance est prête à être mise en liquidation. 880 emplois directs et 2 000 emplois au total sont menacés. Dans une lettre datée du 17 décembre 2011, les porteurs du projet SCOP-SeaFrance interpellent le ministre sur le soutien financier au projet de reprise en SCOP, seul dossier à avoir été déposé. Des fonds ont été levés auprès de la ville de Calais et de la région Nord-Pas-de-Calais. Avec le soutien financier de l'État, du FSI (fonds stratégique d'investissement) et de la SNCF, tous les emplois pourraient être sauvés. Il serait incompréhensible que l'État n'accompagne pas un tel projet et préfère condamner les travailleurs. Les 50 millions d'euros manquants au projet équivalent à la somme octroyée en fonds propres par le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles (FMEA) au groupe d'équipement automobile Treves. Le succès du projet de reprise est donc une question de volonté politique. Il lui demande donc de mettre tout en oeuvre pour sauver l'entreprise stratégique SeaFrance.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Jacques Candelier](#)

**Circonscription :** Nord (16<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 125738

**Rubrique :** Transports par eau

**Ministère interrogé :** Transports

**Ministère attributaire :** Écologie, développement durable et énergie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 3 janvier 2012, page 21

**Question retirée le :** 19 juin 2012 (Fin de mandat)